

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DELEGATION GENERALE A LA SURETE NATIONALE

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES FINANCES, DE LA GESTION
INFORMATIQUE ET DE LA LOGISTIQUE

SOUS-DIRECTION DES AFFAIRES FINANCIERES

SERVICE DE LA PROGRAMMATION ET DES MARCHES



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

GENERAL DELEGATION FOR NATIONAL SECURITY

GENERAL SECRETARIAT

FINANCE, COMPUTER MANAGEMENT AND
LOGISTICS DEPARTMENT

SUB-DEPARTMENT OF FINANCIAL AFFAIRS

PROGRAMMING AND CONTRACTS SERVICE

N° 14 / AAO/DGSN/SG/DAFGIL/SDAF/SPM.

Yaoundé, le 15 SEPT 2026

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° 14 / AONO/DGSN/SG/DAFGIL/SDAF/SPM/ 2026 EN
PROCEDURE D'URGENCE DU 15/09/2026 POUR L'EQUIPEMENT EN
MATERIELS DES CENTRES MEDICAUX DE LA SURETE NATIONALE
EN LOTS.

FINANCEMENT: BIP DGSN 2026.

IMPUTATIONS: LOT 1: 60 12 153 01 33000002 524412
LOT 2: 60 12 153 01 33000002 524412

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le souci d'améliorer le cadre de travail de son personnel, le Délégué Général à la Sûreté Nationale, Maitre d'Ouvrage lance un Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence pour l'équipement en matériels des Centres Médicaux de la Sûreté Nationale en lots.

2. Consistance des prestations

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres comprennent : la fourniture des équipements (transport, manutention, installation), et réception par le Maitre d'Ouvrage.

3. Allotissement

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres sont constituées en deux (02) lots.

Lots	Désignations
1	Equipement en matériels médicaux du Centre Médical de la Police de Yaoundé
2	Equipement en matériels médicaux du Centre Médical de la Police de Bafoussam

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel des prestations à l'issue des études préalables par lot est :

Lots	Coût prévisionnel
1	70 000 000
2	70 000 000

5. Délai de livraison

Le délai maximum prévu par le Maître d'ouvrage pour la livraison des fournitures objet du présent Appel d'Offres est de deux (02) mois calendaires.

Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrer les prestations.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte à égalité de conditions aux entreprises de droit camerounais exerçant sur le Territoire National.

7. Financement

Les prestations, objet du présent Appel d'Offres sont financées par le Budget d'Investissement Public de l'exercice 2026 de la Délégation Générale à la Sûreté Nationale sur la ligne d'imputation budgétaire :

LOT1 : 60 12 153 01 33000002 524412

LOT2 : 60 12 153 01 33000002 524412

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cet Appel d'Offres est la soumission en ligne exclusivement.

9. Cautionnement de soumission

Sous peine de rejet, chaque soumissionnaire devra joindre à ses pièces administratives, un cautionnement de soumission timbré au tarif en vigueur émis par un établissement financier ou une institution financière de premier ordre agréé par le Ministère des finances accompagné d'un récépissé de consignation délivré par la caisse de dépôt et de consignations (CDEC) de la somme d'un million quatre cent mille (1 400 000) francs CFA et portant la mention manuscrite de l'établissement émetteur pour chaque lot et valable pendant trente jours (30) jours au-delà de la date de validité des offres qui est de quatre-vingt-dix (90) jours.

Au cas où, et dans les conditions requises par la réglementation en vigueur, un chèque banque ou un chèque certifié est produit en lieu et place du cautionnement, il doit être libellé à l'ordre de la CDEC pour le compte de la DGSN (Maître d'Ouvrage).

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec l'Appel d'Offres concerné est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier peut être consulté en ligne sur les plateformes COLEPS et ARMP, aux adresses (<http://www.marchespublics.cm>; <http://www.publiccontracts.cm>) et (www.armp.cm) dès publication du présent avis.

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être obtenu par téléchargement dès publication du présent avis à l'adresse sus indiquée. La soumission par voie électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO d'une somme non remboursable de soixante-quinze (75 000) francs CFA, payable au Trésor Public.

12. Remise des offres

Chaque offre est rédigée en français ou en anglais.

La soumission étant exclusivement en ligne, l'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le ~~12/03/2026~~ 12/03/2026 -----09 heures. Une copie opérationnelle de sauvegarde de l'offre sous format PDF, enregistrée sur clé USB ou CD/DVD, devra être transmise sous pli scellé, au Service de la Programmation et des Marchés de la Délégation Générale à la Sûreté Nationale aux heures ouvrables, porte 326 (3ème étage ancien bâtiment) de l'Immeuble Siège de la Délégation Générale à la Sûreté Nationale avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde » pour la copie de sauvegarde, en plus de la mention ci-dessous :

**« APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
N° ~~14~~ /AONO/DGSN/SG/DFGIL/SDAF/SPM/2026 DU 15/03/2026 EN
PROCEDURE D'URGENCE POUR L'EQUIPEMENT EN MATERIELS DES CENTRES
MEDICAUX DE LA SURETE NATIONALE EN LOTS.**

« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT. »

Taille et format des fichiers

La soumission étant en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13- Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps.

L'ouverture des offres administratives, techniques et financières aura lieu le ~~12/10/2026~~ 12/10/2026 à 10 heures, par la Commission de Passation des Marchés auprès de la Délégation Générale à la Sûreté Nationale siégeant au 3e étage ancien Bâtiment porte 311 (salle Informatique). Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée et ayant une parfaite connaissance du dossier même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent obligatoirement dater de moins de trois (03) mois précédant la date de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

14- Critères d'évaluation

14.1 Critères éliminatoires

Il s'agit notamment :

- De l'absence ou la non-conformité du cautionnement de soumission timbrée, délivrée par un établissement financier de première catégorie, agréé par le Ministère des Finances, pour émettre les Cautions dans le domaine des Marchés Publics à l'ouverture des plis ;
- De la non-production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission) ;
- Des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses, pièces falsifiées ou scannées ;
- Du non-respect d'au moins 80% des spécifications techniques indiquées dans les fournitures du présent DAO ;
- Absence de l'autorisation d'exercice en qualité de distributeur des équipements matériels et consommables médicaux ;
- De l'absence d'un prix unitaire quantifié dans le BPU, le DQE, et le SDPU ;
- Absence d'un élément de l'offre financière (soumission, BPU, DQE, SDPU) ;
- De l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- De l'absence d'une déclaration datée et signée sur l'honneur de non abandon de livraison durant les trois (03) dernières années
- Absence de prospectus en couleur (original et copies) et fiches techniques détaillant les caractéristiques techniques du matériel proposé ;
- Non-conformité de plus de 20% des Descriptifs des fournitures prescrites dans le DAO (cf. DF) ;
- Bilan ou chiffre d'affaires cumulé des 3 dernières années à 200 millions pour chaque lot signé par un Comptable assermenté avec accusé de réception DSF ;
- Non -respect du format de fichiers des offres ;
- Absence de l'Offre financière témoin ;
- Non satisfaction d'au moins (08) huit critères essentiels sur (09) neuf ;

14.2. Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront à titre indicatif sur :

- La présentation de l'offre ;
- Références de l'entreprise dans les marchés similaires (fourniture du matériel médical) d'un montant cumulé d'un montant de 160 millions pour chaque lot au cours des trois dernières années (premières et dernières pages des contrats) ;
- Délai d'exécution supérieur à celui prescrit par le DAO et calendrier de livraison (planning et calendrier de livraison des services connexes) ;
- Attestation de capacité financière supérieure ou égale à 50 millions de Franc CFA pour chaque lot délivrée par une banque de 1^{er} ordre agréé par le MINFI ;

- Les preuves d'acceptations des conditions du marché (Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et les spécifications techniques et le modèle de Marché dûment rempli, paraphés et signés à la dernière page) ;
- Description technique des fournitures (documentation technique et prospectus du matériel à livrer en couleur original et copies) faisant ressortir les couleurs des matériels ;
- Le service après-vente (disponibilité des pièces de rechange, atelier de réparation, personnel technique) ;
- La qualification et l'expérience du personnel ;
- Les moyens logistiques et matériels ;
- La méthodologie d'exécution des prestations.

15. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification administratifs, techniques et financiers requis et dont l'offre est évaluée la moins-disante.

16. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant 90 (quatre-vingt-dix) jours à partir de la date limite de la remise des offres.

17. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus à l'Immeuble Siège de la Délégation Générale à la Sûreté Nationale (3ème étage ancien bâtiment) - Service de la Programmation et des Marchés, porte 326. Téléphone : 222 51 02 07, dès publication du présent avis, ou par tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

18. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517 et au numéro vert 1500 du Maître d'Ouvrage.

Fait à Yaoundé, le 15 SEPT 2026

LE DELEGUE GENERAL A LA SÛRETE NATIONALE

Ampliatiions :

- MINMAP ;
- ARMP/JDM ;
- Président CIPM ;
- Affichage ;
- Chrono /Archives.



Martin MBARGA NGUELE-

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Peace – Work – Fatherland

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DELEGATION GENERALE A LA SURETE NATIONALE

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION DES FINANCES, DE LA GESTION
INFORMATIQUE ET DE LA LOGISTIQUE

SOUS-DIRECTION DES AFFAIRES FINANCIERES

SERVICE DE LA PROGRAMMATION DES MARCHES



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

PRESIDENCY OF THE REPUBLIC

DELEGATION GENERAL FOR NATIONAL SECURITY

GENERAL SECRETARIAT

DIRECTORATE OF FINANCE, IT MANAGEMENT AND
LOGISTICS

SUB-DIRECTORATE OF FINANCIAL AFFAIRS

DEPARTMENT FOR CONTRACTS PLANNING

N° 14 /AAO/DGSN/SG/DAFGIL/SDAF/SPM.

Yaoundé, the 15 SEPT 2026

NOTICE OF OPEN NATIONAL TENDER

No. 14...../AONO/DGSN/SG/DFGIL/SDAF/SPM/ 2026 UNDER
EMERGENCY PROCEDURE OF 15/09/2026 FOR THE SUPPLY OF
EQUIPMENTS TO THE NATIONAL SECURITY MEDICAL CENTRES IN
BATCHES.

FINANCING: PIB DGSN 2026

ALLOCATIONS: BATCH 1: 60 **12,153 01 33000002 524412**
BATCH 2: 60 **12,153 01 33000002 524412**

1. Purpose of the Call for Tenders

With a view to improving the working environment for its staff, the Delegate General for National Security, as the contracting authority, is launching a national open tender under an urgent procedure for the supply of equipments to the National Security Medical Centres in Batches.

2. Consistency of services

The services covered by this Call for Tenders include: supply of equipment (transport, handling, installation) and acceptance by the Project Owner.

3. Allotment

The services covered by this Invitation to Tender are divided into two (02) batches.

Batches	Designations
1	Supply of medical equipment to the Yaoundé Police Medical Centre
2	Supply of medical equipment to the Bafoussam Police Medical Centre

4. Estimated cost

The estimated cost of services based on preliminary studies per batch is:

Batches	Estimated cost
1	70,000,000
2	70,000,000

5. Delivery times

The maximum time frame stipulated by the Project Owner for the delivery of the supplies covered by this Call for Tenders is two (02) calendar months. This period shall commence on the date of notification of the service order to commence the services.

6. Participation and origin

Participation in this Call for Tenders is open on equal terms to companies incorporated under Cameroonian law operating within the national territory.

7. Financing

The services covered by this Call for Tenders are financed by the 2026 Public Investment Budget of the Delegation General for National Security under the following budget lines:

BATCH 1: 60 12,153 01 33000002 524412

BATCH 2: 60 12,153 01 33000002 524412

8. Submission method

The method of submission selected for this call for tenders is online submission only.

9. Tender bond

Failure to do so will result in the tender being rejected; each tenderer must therefore enclose with their administrative documents, a tender bond, stamped at the current rate, issued by a first-class financial institution or bank authorised by the Ministry of Finance, accompanied by a deposit receipt issued by the Deposits and Consignments Fund (CDEC) and bearing the handwritten endorsement of the issuing institution, in the amount of one million four hundred thousand CFA francs for each lot, Valid for thirty (30) days beyond the validity period of the tenders, which is ninety (90) days.

In the event that, and under the conditions required by the regulations in force, a bank cheque or certified cheque is produced in lieu of the bond, it must be made payable to the CDEC on behalf of the DGSN (Project Owner).

A tender bond that has been submitted but is unrelated to the relevant Call for Tenders shall be considered absent. The tender bond submitted by a tenderer during the tender opening session shall be inadmissible.

10. Consultation of the Tender Documents

The file can be viewed online on the COLEPS platform at the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, and the Public Procurement Regulatory Agency (ARMP) website (www.armp.cm) as soon as this notice is published.

11. Acquisition of the Tender Documents

The Tender Documents may be downloaded from the address given above as soon as this notice is published. Electronic submission is subject to payment of the

non-refundable fee of seventy-five thousand (75,000) CFA francs for the tender documents, payable to the Public Treasury.

12. Submission of tenders

Each tender is drafted in French or English.

As tenders are to be submitted exclusively online, the tenderer must submit their tender via the COLEPS platform by ~~12/10/2026~~ at -----09.00 at the latest. A working backup copy of the tender in PDF format, saved on a USB stick or CD/DVD, must be submitted in a sealed envelope to the Planning and Procurement Department of the General Delegation for National Security during office hours, door 326 (3rd floor, old building) of the General Delegation for National Security's headquarters, clearly and legibly marked 'back-up copy' for the back-up copy, in addition to the below details:

NOTICE OF OPEN NATIONAL TENDER
No. 14 /AONO/DGSN/SG/DFGIL/SDAF/SPM/ 2026 UNDER EMERGENCY
PROCEDURE OF 15/09/2021 FOR THE SUPPLY OF EQUIPMENTS TO THE
NATIONAL SECURITY MEDICAL CENTRES IN BATCHES.

«TO BE OPENED ONLY DURING THE COUNTING»

File size and format

As the tender is submitted online, the maximum file sizes for documents to be uploaded via the platform and forming part of the tenderer's bid are as follows:

- 5 MB for the Administrative Tender;
- 15 MB for the Technical Tender;
- 5 MB for the Financial Tender.

The following formats are accepted:

- PDF format for text-based documents;
- JPEG for images.

The candidate should ensure they use compression software to reduce the size of any files to be sent.

13- Opening the folds

The folds are opened in one step.

The opening of administrative, technical and financial bids will take place on ~~12/10/2026~~ at 10 a.m., by the Procurement Commission at the General Delegation for National Security, located on the 3rd floor of the old building, door 311 (IT room). Only tenderers may attend this opening session or be represented by a single person of their choice who is duly authorised and has full knowledge of the file, even in the case of a consortium of companies.

Under penalty of rejection, the required administrative documents must be submitted as originals or as copies certified as true copies by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Tender Regulations. They must be dated less than three (03) months prior to the date of submission of tenders or have been drawn up after the date of signature of the Tender Notice.

In the event of the absence or non-compliance of a document in the administrative file when the bids are opened after a period of 48 hours granted by the Commission, the bid will be rejected.

14- Assessment criteria

14.1 Disqualifying criteria

These include:

- The absence or non-compliance of the stamped tender bond, issued by a first-class financial institution authorised by the Ministry of Finance to issue bonds in the field of public procurement, at the time of the opening of tenders;
- Failure to produce, beyond the 48-hour deadline after the opening of bids, any administrative document deemed non-compliant or missing at the time of the opening of bids (except for the tender bond);
- False statements, fraudulent manoeuvres, falsified or scanned documents;
- Failure to comply with at least 80% of the technical specifications indicated in the supplies of this Tender Documents;
- Lack of authorisation to act as a distributor of medical equipment and consumables;
- The absence of a quantified unit price in the BPU, DQE, and SDPU;
- Absence of an element of the financial offer (bid, BPU, DQE, SDPU);
- The absence of a dated and signed integrity charter;
- The absence of a dated and signed declaration on honour of non-abandonment of delivery during the last three (03) years.
- Absence of colour brochures (original and copies) and technical data sheets detailing the technical characteristics of the equipment offered;
- Non-compliance of more than 20% of the specifications for supplies prescribed in the tender documents (see DF);
- Balance sheets or cumulative turnover for the last three years totalling 200 million for each lot, signed by a chartered accountant with an acknowledgement of receipt from the DSF;
- Failure to comply with the file format for tenders;
- Absence of the indicative financial offer;
- Failure to meet at least eight (08) out of nine (09) essential criteria;

14.2. Essential criteria

The essential criteria for the qualification of tenderers will, as an indication, relate to:

- Presentation of the offer;
- The company's track record in similar contracts (supply of medical equipment) totalling 160 million for each lot over the last three years (first and last pages of the contracts);
- Lead time exceeding that specified in the tender documents and delivery schedule (planning and schedule for the performance of related services);

- Proof of acceptance of the contract terms and conditions (the Special Administrative Clauses (CCAP) and technical specifications and the contract template, duly completed, initialled and signed on the last page);
- Technical description of supplies (technical documentation and brochures for the equipment to be delivered, in original colour and copies) highlighting the colours of equipment.
- After-sales service (availability of spare parts, repair workshop, technical staff);
- Staff qualifications and experience;
- Logistical and material resources;
- The methodology for performing services.

16. Contract award

The Contracting Authority shall award the contract to the tenderer who has submitted a tender that meets the required administrative, technical and financial qualification criteria and whose tender is evaluated as the lowest.

17. Validity period of offers

Tenderers shall remain bound by their tenders for 90 (ninety) days from the deadline for submission of tenders.

18. Additional Information

Further information can be obtained from the headquarters of the General Delegation for National Security (3rd floor of the old building) – Programming and Procurement Department, door 326. Telephone: 222 51 02 07, as soon as this notice is published, or by any other electronic means of communication specified by the Project Owner.

19. Fight against corruption and malpractice

To report any corrupt practices, acts or deeds, please call CONAC on 1517 or the Project Owner's toll-free number 1500.

Done at Yaoundé, on 15 SEPT 2026

Copies:

- MINMAP;
- ARMP/JDM ;
- Chairman IMPC
- Posting ;
- Chrono/ Archives.

THE DELEGATE GENERAL FOR NATIONAL SECURITY



Martin MBARGA NGUELE-